book of this scope, with its announced focus on individual authors, the reader ought to be able to distinguish between the careers of Robert Stead and Arthur Stringer, for example. The particularity of each author may have surfaced more clearly through examples from their respective works, but Karr does not cite sufficiently from the literary texts he historicizes in order to mark an author's individual style. A selection of fewer authors—with reference to other writers, as well—may have helped tighten the focus of this study and would have allowed for Karr's historical examination.

Finally, I must note the appalling number of typographical errors that mar this otherwise attractive book. In fact, I confronted so many errors that I stumbled through my reading of Karr's text, surely written as a seamless narrative. *Authors and Audiences* appears not to have been proofread—a particular oversight in this original examination of book history.

RUTH PANOFESKY

Ryerson University

Fernande Roy. *Histoire de la librairie au Québec*. Montréal : Leméac, 2000. 238 p.; 25,95\$ (broché). ISBN 2-7609-9445-7.

C'est l'état d'avancement de la recherche québécoise en histoire du livre et de l'imprimé qui rend possible cette première synthèse, une histoire panoramique du commerce de la librairie au Québec, de la Nouvelle-France à nos jours. Se faisant un gué des travaux de F. Melançon sur la Nouvelle-France, de Y. Lamonde sur Bossange et sur les catalogues de librairies, de J.-L. Roy sur Fabre et Crémazie, de P.-A. Linteau sur Rolland, de F. Landry sur Beauchemin, de J. Michon sur l'édition littéraire et sur Fides, de J.-P. Chalifoux sur l'édition entre 1939 et 1945, de la correspondance entre l'écrivain Yves Beauchemin et le libraire Henri Tranquille et des *Mémoires* de l'éditeur Paul Michaud, l'auteure met superbement en place les grands problèmes et les aspects principaux de la librairie québécoise.

Fidèle à sa démarche scientifique axée sur les dimensions doctrinales et économiques du libéralisme québécois, F. Roy étudie la librairie de langue française comme un commerce, à l'enseigne des rapports entre les affaires et la culture. C'est ce qui lui fait affirmer qu'en bon bourgeois libéral, le libraire Patriote Fabre « est convaincu que le

succès matériel collectif passe par la réussite individuelle » (p. 37) et que « c'est parce que l'Église peut largement imposer ses diktats dans le commerce du livre, bien plus que par son influence idéologique », qu'elle a le pouvoir qui est progressivement le sien. F. Roy ajoute cette incise éloquente sur la position de l'analyste : « Même si elles peuvent exister, les convictions ne sont pas nécessaires, l'intérêt suffit » (p. 99). Elle souligne avec raison le caractère de « self-made men » de plusieurs libraires après 1860 et leur plasticité idéologique : « Leur réussite capitaliste ne s'accomplit pas à l'encontre des prescriptions cléricales, mais plutôt avec le concours de l'Église catholique, qui n'a jamais eu de véritables objections à l'épanouissement de la propriété privée » (p. III). Attentive aux affaires, F. Roy suit les procès de la librairie (p. 116-119), analyse les modes de promotion du commerce (catalogues, almanachs, presse spécialisée) et montre comment la librairie Fides des Clercs de Sainte-Croix sait conjuguer apostolat et profits capitalistes.

La thèse principale de F. Roy est celle que j'ai développée en 1991 sur l'autonomisation des métiers du livre, l'imprimeur étant à l'origine aussi libraire et éditeur, l'imprimeur s'associant ensuite au libraire pour « éditer » et l'éditeur professionnel se délestant dans les années 1920 de ses attaches à la librairie. Celle-ci s'autonomise de façon significative vers 1850, au moment où Fabre à Montréal et Crémazie à Québec sont au faite de leur entreprise. Rolland prend le relais (1860), suivi par Beauchemin (1870) puis par Granger (1920) et Fides (1940-).

Les grandes trames (censure, confessionnalisation, professionnalisation, étatisation) de l'histoire de la librairie sont magnifiquement mises en place et suivies sur deux siècles. Tant que la librairie ne s'est pas véritablement implantée, la censure religieuse ne cherche pas à se manifester—à l'exception peut-être de la vigilance à l'égard de l'édition pirate et de la circulation clandestine de *Paroles d'un croyant* de Lamennais en 1836—; elle vient avec l'essor capitaliste de ce commerce d'idées. Ainsi, c'est après la censure de la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal (1858 et 1869) et celle d'ouvrages de Louis-Antoine Dessaulles que le fils même du libraire Fabre, Mgr Edouard-Charles Fabre, ordonne de brûler *La source du mal de l'époque* (1884) de l'ultramontain abbé Alexis Pelletier. Le libraire Jean-Baptiste n'aurait pas attendu cet ordre pour faire un autodafé de quinze cents « mauvais livres » reçus de Paris en 1857 (p. 85-88). La publicité est là pour plaire.

La trame la plus originale de l'ouvrage concerne la concurrence faite par l'Église à la librairie. Cette concurrence prend des formes

variées : achat direct de livres en France de la part des ecclésiastiques et des collègues, ventes de manuels scolaires publiés par les communautés religieuses non taxées (qui font dire à J.-B. Rolland que la Procure des Frères des Écoles Chrétiennes est une véritable « librairie publique »), patronage de titres et de librairies « agréées » par l'autorité épiscopale, entreprise capitaliste de livres de récompense de l'abbé Casgrain. Cette concurrence aboutit à la Commission Bouchard de 1963 (p. 190-200), qui révèle les aspects scandaleux de la dépendance de la librairie par rapport à la structure institutionnelle contrôlée par le clergé, ainsi que les conflits d'intérêt de l'édition scolaire dans les modes de choix des manuels du Département de l'instruction publique (DIP) dominé par les évêques et dirigé par un surintendant non responsable devant l'Assemblée législative. F. Roy montre comment l'édition et la librairie religieuses et laïques sont partie prenante du scandale où des auteurs de manuels scolaires se font des sommes rondes tout en étant inspecteurs d'écoles et membres de comités d'approbation des manuels au DIP; elle fait voir avec justesse comment le Rapport Bouchard a contribué à la mise au rancart du DIP et à la mise sur pied d'un Ministère de l'Éducation avec un ministre responsable devant le Parlement. Et c'est dans la foulée de cette Révolution tranquille que la librairie achève sa professionnalisation et que la librairie devient, cette fois, « agréée » par l'État.

On aurait difficilement pu faire mieux comme première synthèse. Sans doute, l'analyse de l'inventaire de la librairie du XIX^e siècle aurait pu être beaucoup plus poussée (quels sont les titres, les auteurs, les domaines populaires, les plus significatifs) et aurait-on pu en bibliographie référer aux suivis bibliographiques assurés par l'Association québécoise pour l'étude de l'imprimé (AQEI) et accessibles sur le site du Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRELQ) de l'Université de Sherbrooke. Mais pour l'heure, Fernande Roy rend justice aux hommes d'affaires de ce commerce du livre et des idées.

YVAN LAMONDE

Université McGill